
**Institut de recherche interdisciplinaire sur les
enjeux sociaux, sciences sociales, politiques, santé
– IRIS**

**Alban Bensa, Jonathan Friedman, Natacha Gagné, Marie Salaün, Antonella
Di Trani et Miguel Mazeri**



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/19762>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009

Pagination : 729-731

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Alban Bensa, Jonathan Friedman, Natacha Gagné, Marie Salaün, Antonella Di Trani et Miguel Mazeri,
« Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux, sciences sociales, politiques, santé –
IRIS », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2009, mis en ligne le 15 mai 2015, consulté le 20 mai 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/19762>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux, sciences sociales, politiques, santé – IRIS

Alban Bensa, Jonathan Friedman, Natacha Gagné, Marie Salaün, Antonella Di Trani et Miguel Mazeri

Alban Bensa, *directeurs d'études*
Antonella Di Trani, Miguel Mazeri, *doctorants*

Anthropologie, villes et architectures

- 1 À travers l'étude de cas de la Ville nouvelle de Cergy-Pontoise, Caroline de Saint Pierre nous a montrés comment les différents acteurs : décideurs, concepteurs et habitants sont impliqués dans la fabrication et la singularisation d'un espace urbain. La question des politiques urbaines met en évidence la spécificité des Villes nouvelles : l'émergence de principes d'aménagement innovants, des traits distinctifs architecturaux en rupture avec ceux des grands ensembles de la périphérie. Ce dispositif particulier, a fait apparaître des nouvelles façons d'habiter la ville, de créer des appartenances locales. Les citoyens donnant à la ville une forme au-delà de la stricte fonctionnalité des espaces et inventent de nouveaux modes de se rencontrer : par les regroupements de jeunes, ou des événements festifs. L'action des pratiques quotidiennes des citoyens fait apparaître une ville en mouvement, avec la production de narration images. Celles-ci s'appuient sur les discours et récits oraux se jouant au présent, sur les manifestations qui mettent en scène la ville tout en la personnifiant lorsqu'il s'agit de fêter ses différents « âges ». Ces actions montrent une façon de domestiquer cette nouvelle forme d'urbanisation dans le temps.

- 2 Dans une autre séance du séminaire, à travers l'étude du quartier de l'Alma-Gare à Roubaix, Sabine Dupuy nous a montré en quoi il représente un cas de lutte urbaine particulièrement significatif, ayant mis en évidence à partir des années soixante-dix les étapes d'une action participative singulière des habitants dans la conception d'un projet urbain.
- 3 Face à la décision des élus de démolir un quartier devenu vétusté, le parcours résidentiel de plus d'un tiers de ses habitants aboutit dans les grands ensembles qui leur sont assignés. En revanche ceux qui décident de rester et dont la trajectoire individuelle est en lien avec le contexte de désindustrialisation : militants et ouvriers du textile vont résister et s'opposer à la démolition. La lutte s'amorce avec un processus d'inversion du diagnostic initial des décideurs face auquel les acteurs entendent défendre une procédure de réhabilitation et de reconstruction d'une partie du quartier. La lutte urbaine se déroule par l'action conjointe des habitants et d'un groupe politisé de jeunes architectes non sans soulever au cours des années suivantes une tension entre démocratie directe et démocratie représentative. L'analyse de l'évolution du quartier jusqu'à une période récente fait apparaître les limites de la réhabilitation et la sauvegarde du modèle des « courées » autour desquelles s'articulait la vie collective du quartier, dont la forme architecturale était intimement liée à un système de production, à la vie de l'usine d'à côté. Par ailleurs le mode de gestion par une coopérative de production et la commission locale des quartiers n'allait durer que jusqu'au début des années 1980. Sa faillite entraîne des ruptures sociales et urbaines : chômage, pauvreté, dégradation du bâti et des équipements. Une nouvelle forme d'aménagement s'impose alors : la résidentialisation marquant une phase de transformation supplémentaire de ce quartier.
- 4 Comment reconstruire une ville détruite par un tremblement de terre et lorsque la question de la reconstruction se retrouve confrontée aux souvenirs de ses habitants en Sicile ? Maria Anita Palumbo décrit à travers un documentaire comment ces derniers font face à la catastrophe en émigrant, ou en se déplaçant dans : les *barracene* des « cabanes » préfabriquées mises à disposition des sinistrés. Dans ces habitations provisoires, les acteurs réinventent leur quotidien, réactualisant les pratiques sociales et familiales. La catastrophe prend aussi un sens particulier dans la mesure où elle entraîne une profonde transformation sociale : elle renverse les usages « anciens » des habitants, marque une rupture significative de leurs trajectoires résidentielles et individuelles mais aussi de l'image de la ville à travers les reconstructions et l'édification de nouveaux centres urbains. Le documentaire met au premier plan un Australien d'origine italienne : Joe Monaco ayant quitté la vallée du Belice en Sicile après le tremblement de terre et revenant sur les lieux pour raconter au fil de ses rencontres avec divers acteurs, la complexité d'un événement impliquant diverses temporalités, le paysage et les éléments urbains devenant un support sur lequel se construit son récit au présent.

Jonathan Friedman, *directeur d'études*
Natacha Gagné, *professeure adjointe à l'Université d'Ottawa*
Marie Salaün, *maîtresse de conférences à l'Université Paris-V*

Questions autochtones contemporaines

- 5 CETTE année, Inaugurale, a vu l'organisation de six séances, de novembre à février. Ce séminaire avait pour objectif de faire se rencontrer étudiants, chercheurs et spécialistes des questions relatives aux peuples autochtones », en l'absence dans le contexte français d'un champ « études autochtones » proprement constitué.
- 6 Il a débuté par une présentation, par Natacha Gagné, de l'historique de l'émergence de la catégorie des « peuples autochtones » en droit international. L'introduction du séminaire a notamment permis d'explorer les différentes façons dont les populations autochtones se représentent depuis une trentaine d'années sur les scènes nationales et internationales en analysant les pratiques rhétoriques et les processus de catégorisations qui sont à l'oeuvre dans les discours sur l'autochtonie et les représentations de soi comme autochtones. Il s'agissait de saisir comment le « nous » autochtone, interprété historiquement et pensé dans son rapport avec la population dominante, a été le catalyseur de revendications qui ont progressivement gagné en légitimité aux yeux de la communauté internationale.
- 7 Parce qu'elles sont éminemment des combats politiques, les mobilisations autochtones ont ensuite été replacées dans le contexte plus vaste des luttes « souverainistes » indigènes, à partir de la lecture de l'introduction de l'ouvrage de Joanne Barker, *Sovereignty matters. Locations of contestation and possibility in indigenous struggles for self-determination* (University of Nebraska Press, 2006) et d'un exposé de Christine Demmer sur le changement de stratégie politique qu'a constitué la naissance récente, en Nouvelle-Calédonie, d'un mouvement autochtone en marge du mouvement indépendantiste kanak.
- 8 Le séminaire s'est poursuivi par une présentation, à partir de l'article d'Adam Kuper, « The return of the native » (*Current Anthropology*, volume 44, 3, 2 003) et des réponses auxquelles cet article polémique a donné lieu. Nous avons interrogé le sens et la portée du mouvement actuel de ressac (*backlash*) contre les droits autochtones, tel qu'il s'observe au sein d'États dans lesquels les luttes autochtones ont été pionnières (USA, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). La conclusion en a été qu'il est impératif d'historiciser les relations que les populations autochtones engagent avec leurs États respectifs, et les populations majoritaires, dans le cadre de configurations spécifiques héritées de la période coloniale et de contextes de minorisation situées historiquement et géographiquement.
- 9 Il a ensuite accueilli Irène Bellier (LAIOS) pour un exposé « Les Nations Unies et la question autochtone : les enjeux de la Déclaration sur les Droits des Peuples Autochtones » qui a introduit une discussion sur l'importance globale des enjeux de la catégorie « peuples autochtones » aux Nations Unies, tant aux plans politique que juridique, et qui constitue à cet égard un aspect majeur des phénomènes de mondialisation. Le professeur Isabelle Schulte-Tenckhoff (IUED, Genève) a présenté ses travaux sur la question du patrimoine autochtone et droits de la propriété intellectuelle. L'évocation des débats auxquels cette question donne lieu a été l'occasion d'interroger la notion de « droit collectif », souvent contradictoire avec des droits nationaux qui donne la prévalence, voire l'exclusivité au droit des individus. La dernière séance a été consacrée à la présentation de l'ouvrage *Le défi indigène - entre spectacle et politique* (sous la dir. de Barbara Glowczewski et Rosita Henry, Aux lieux d'être, 2008) par deux des contributeurs de ce recueil Stéphane Lacame et Martin

Préaud, qui sont venus présenter des pratiques créatives actuelles d'Aborigènes australiens transposant sur la scène de l'art et de la performance leurs territoires existentiels et leurs revendications politiques.

INDEX

nomsmotscles Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux, sciences sociales, politiques, santé – IRIS